

SOUS PRESSION : LES DÉFIS DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ EN CÔTE D'IVOIRE

Dr Maxime RICARD

Chercheur Afrique de l'Ouest à l'IRSEM

RÉSUMÉ

Les mutineries militaires de janvier et mai 2017 en Côte d'Ivoire ont symbolisé la dette politique du président Ouattara envers les anciens rebelles des Forces nouvelles. Ceci a affecté la réforme de l'armée, la question des ex-combattants et les politiques de l'ordre. Le secteur de la sécurité en Côte d'Ivoire est ainsi un champ de pouvoir traversé par des négociations, dans un contexte de jeux d'alliance complexes. Le choc des mutineries de 2017 a été un catalyseur pour accélérer la mise en œuvre d'un certain nombre de réformes, dont la durabilité reste à vérifier. Si l'investissement public post-conflit dans le secteur a permis d'améliorer les services publics de sécurité, des défis importants demeurent, comme l'inégalité d'accès ainsi que le comportement des agents, en particulier en zone rurale. Dans un contexte de resserrement autoritaire, l'élection de 2020 a été un véritable test pour les forces de sécurité. Face à la pression des groupes armés jihadistes au nord, les forces de défense et de sécurité ont besoin d'améliorer leurs relations avec les populations, tandis que les réponses aux défis ne peuvent se limiter à une dimension purement coercitive.

SOMMAIRE

Introduction	2
Les reconfigurations post-mutineries dans l'armée ivoirienne	3
Politiques de l'ordre	11
La pression des groupes armés jihadistes au nord	15
Conclusion	20

INTRODUCTION

Le secteur de la sécurité ivoirien fait face à d'importants défis depuis la décennie de crises militaro-politiques (1999-2011). La volonté de réforme par l'État des « corps habillés¹ » pendant la sortie de conflit a été profondément affectée par la dette politique² du président Ouattara envers les anciens rebelles des Forces nouvelles, compromettant la réforme de l'armée, la question des ex-combattants et les politiques de l'ordre. Cette configuration politique a produit un champ de la sécurité profondément divisé.

Les mutineries militaires de janvier et mai 2017, symbole de ces relations complexes, ont profondément déstabilisé le pays et même fait vaciller le pouvoir d'État. Les forces de sécurité se sont retrouvées en première ligne lors de la très tendue élection présidentielle de 2020, qui a eu pour résultat près d'une centaine de morts lors de violences électorales, dans un contexte de resserrement autoritaire³. Tout ceci a mis sous pression les relations civilo-militaires au sens large : entre le pouvoir exécutif et les corps habillés, les relations entre ces derniers et les citoyens, mais aussi au sein même des différentes forces de défense et de sécurité. Comment le secteur de la sécurité ivoirien s'est-il reconfiguré depuis les mutineries de 2017 ? À quels défis le secteur de l'ordre fait-il face dans le contexte des tensions socio-politiques récentes ?

Le « retour de l'État » dans les politiques de sécurité a bien été une priorité dans les premières années de la sortie de conflit. Si des résultats ont été obtenus en ce qui concerne le redémarrage des services publics de sécurité, le gouvernement est confronté à des choix politiques difficiles en ce qui concerne la réforme de l'armée. Car derrière la présentation technique de la Réforme du secteur de la sécurité (RSS) se jouent des rapports de pouvoir profondément politiques⁴, attestant l'écart entre la RSS « formelle » et « réelle⁵ ». Le choc des mutineries de 2017 a été un catalyseur pour accélérer la mise en œuvre d'un certain nombre de réformes, dont la durabilité reste à vérifier. Les politiques de l'ordre s'inscrivent dans des défis témoignant d'une forme de continuité. Face à une insécurité toujours présente dans la vie quotidienne des Ivoiriens, certains gains ont été néanmoins obtenus, tandis que les élections de 2020 ont été un véritable test pour les forces de sécurité.

Dans ce contexte, le secteur de la sécurité ivoirien fait face à la menace de plus en plus pressante des groupes armés jihadistes basés au Sahel. Depuis l'attentat de Grand-Bassam en 2016 jusqu'aux récentes attaques sur le territoire ivoirien aux frontières sahé-liennes en 2020 et 2021, comment ce secteur s'adapte-t-il à la menace de ces groupes

1. Expression décrivant les forces de défense et de sécurité au sens large.

2. R. Banégas & C. Popineau, « The 2020 Ivorian Election and the 'Third-term' Debate: A Crisis of 'Korocracy'? », *African Affairs*, 2021, [advanced article](#). Ces logiques s'inscrivent dans une historicité, celle de l'économie morale de l'houphouëtisme reposant notamment sur la logique de la dette. Voir A. Marie, « Une anthropo-logique communautaire à l'épreuve de la mondialisation. De la relation de dette à la lutte sociale : l'exemple ivoirien », *Cahiers d'études africaines*, 166, 2002, p. 207-256.

3. M. Ricard, « ['Mon président, on dit quoi ?' : le resserrement autoritaire en Côte d'Ivoire](#) », *Bulletin FrancoPaix*, 5 (9), 2020, p. 2-8.

4. P. A. Martin, « Briefing: security sector reform and civil-military relations in postwar Côte d'Ivoire », *African Affairs*, 468, 2018, p. 522-533.

5. A. Leboeuf, *La Réforme du secteur de la sécurité à l'ivoirienne*, Paris, Institut français de relations internationales, 2016.

armés ? La situation est en effet très préoccupante à la frontière ivoiro-burkinabé, en particulier dans la région du Bounkani, avec des réponses de l'État aux résultats contrastés. Concernant la coopération régionale, la mise en place de l'Initiative d'Accra ainsi qu'une coopération renforcée avec le Burkina Faso ont été des aspects sur lesquels l'État ivoirien s'est investi.

Cette analyse des défis du secteur de la sécurité repose sur des entretiens semi-dirigés réalisés dans le cadre d'une cartographie de ce secteur pour une recherche de thèse, avec 86 individus distincts entre 2017 et 2019, auprès d'une diversité d'acteurs à Abidjan : ministère de la Défense, de l'Intérieur, autres ministères impliqués sur les questions sécuritaires, policiers, militaires, chercheurs, responsables d'organisations non gouvernementales locales, acteurs internationaux et responsables d'entreprises de sécurité privée. Des entretiens avec des ex-combattants, policiers, responsables de sécurité privée et des responsables locaux (politiques, droits humains, religieux) ont été aussi réalisés à Bouaké, pour comprendre localement les mutineries militaires de 2017 et la situation des ex-combattants. Cette enquête a été complétée par onze entretiens effectués par téléphone, en visio, ou par un tiers au printemps 2021 avec des spécialistes du secteur à Abidjan, Bouaké et au nord du pays (chercheurs, acteurs internationaux, militaires, policiers, responsables droits humains).

LES RECONFIGURATIONS POST-MUTINERIES DANS L'ARMÉE IVOIRIENNE

L'armée ivoirienne est depuis la crise du système houphouëtiste un véritable thermomètre des tensions politiques et sociales dans le pays, avec notamment des mutineries depuis le début des années 1990⁶ et le coup d'État de 1999 contre Henri Konan Bédié⁷. À la suite de la crise post-électorale (2010-2011), les Forces républicaines de Côte d'Ivoire⁸ (FRCI) étaient le produit de la fusion des anciens rebelles des Forces armées des forces nouvelles (FAFN) et de l'armée défaite loyale à Laurent Gbagbo, les Forces de défense et de sécurité (FDS). Héritage de la guerre et en particulier du conflit post-électoral, elle est en sortie de crise avant tout une armée de paix sociale, c'est-à-dire ancrée dans des systèmes de patronage⁹. « Source d'insécurité sociale¹⁰ », cette armée est difficile à réformer. Les mutineries de 2017 ont mis en avant ces difficultés, et les conséquences de ces dernières ont été un catalyseur pour enclencher des changements dont la durabilité est incertaine. Enfin, la question des ex-combattants reste en suspens pour le secteur.

6. M. Fofana, *Ethnographie des trajectoires sociales des jeunes enrôlés dans la rébellion en Côte d'Ivoire*, Thèse de doctorat, Université de Bouaké, 2012 ; M. Fofana, *Informalité et hybridité au sein des forces de défense de Côte d'Ivoire*, Montréal, Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix, Chaire Raoul-Dandurand, 2018.

7. G.-A. Kieffer, « Armée ivoirienne : le refus du déclassement », *Politique africaine*, 78, 2000, p. 26-44.

8. Elles sont devenues Forces armées de Côte d'Ivoire (FACI) en 2017.

9. A. Leboeuf, *La Réforme du secteur de la sécurité à l'ivoirienne*, op. cit., p. 29-30.

10. Entretien (notes carnet), ancien haut fonctionnaire du secteur de la sécurité, Abidjan, août 2017.

Les défis d'une armée héritée de la guerre

L'armée issue des deux premiers mandats d'Alassane Ouattara (2011-2020) repose structurellement sur « un subtil tissu de réseaux patron-client politico-sécuritaires et de dettes de guerre dues aux leaders rebelles et leurs hommes¹¹ ». La dette du pouvoir politique post-2011 envers l'ancienne rébellion était évidente. Sans le recours décisif des FAFN, conséquence du soutien de leur leader politique Guillaume Soro à Alassane Ouattara, la crise post-électorale ivoirienne aurait pu connaître une issue différente.

Dans les premières années de la sortie de conflit, les anciens « ComZones¹² » n'ont pas simplement acquis des positions administratives ou militaires, ils étaient aussi « une faction parmi d'autres dans une bataille féroce de politiques de distribution pour revendiquer le butin de la guerre¹³ ». Ils ont reproduit les pratiques politico-économiques de la rébellion, accumulant au passage pendant la crise de nombreuses armes, en violation de l'embargo onusien¹⁴. La poursuite de pratiques d'exploitation et de contrebande des ressources naturelles par d'anciens ComZones de l'ex-rébellion a été soulignée depuis plusieurs années par les enquêtes internationales, notamment par l'ancien Groupe d'experts des Nations unies sur la Côte d'Ivoire¹⁵, révélant l'existence d'un « réseau militaro-économique¹⁶ ». Lors de la sortie de conflit, les cas d'insubordination ont été très fréquents de la part d'ex-FAFN vis-à-vis de supérieurs ex-FDS. La structure de cette armée n'est pas pyramidale (configuration classique), mais plutôt en forme de « diamant », dans laquelle une masse disproportionnée de militaires ont été promus sous-officiers, déséquilibrant son fonctionnement : une série de mutineries en 2014 avait déjà causé la promotion de 6 000 soldats au rang de sergent, passant de 17 000 à 25 000 sous-officiers dans l'armée ivoirienne¹⁷.

Les relations civilo-militaires (au sens strict des relations entre le pouvoir politique civil et les armées) et les relations au sein de l'armée ont connu des évolutions entre 2011 et aujourd'hui, que l'on peut analyser comme « un processus de marchandage coercitif entre les nouveaux dirigeants politiques et les ex-commandants rebelles¹⁸ ». Dans les premières années post-conflit, les chaînes de commandement parallèles étaient nombreuses, avec par exemple les troupes de l'ex-ComZones Chérif Ousmane, devenu chef du Groupement de sécurité du président de la République (GSPR), ou encore celles de Issiaka Ouattara, dit « Wattao » (décédé en 2019) lorsqu'il était commandant en second de la Garde républicaine. Néanmoins, le pouvoir politique civil a cherché à contrebalancer l'influence de ces ex-ComZones menaçant la stabilité du pouvoir¹⁹, principalement en créant de la compétition

11. R. Banégas & C. Popineau, « The 2020 Ivorian Election and the 'Third-term' Debate », *op. cit.*, p. 3.

12. Ils étaient les commandants des différentes zones « centre, nord et ouest » contrôlées par les Forces nouvelles pendant la rébellion des années 2000.

13. P. A. Martin, *Insurgent Armies: Explaining Military Loyalty after Rebel Victory*, Thèse de doctorat, Massachusetts Institute of Technology, 2019, p. 207.

14. Cela a été souligné dans plusieurs de nos entretiens.

15. Nations unies, Rapport final du Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire, S/2015/252, 2015.

16. Nations unies, Rapport de mi-mandat du Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire, S/2013/605, 2013.

17. P. A. Martin, « Briefing: security sector reform and civil-military relations in postwar Côte d'Ivoire », *op. cit.*, p. 529-530.

18. P. A. Martin, *Insurgent Armies: Explaining Military Loyalty after Rebel Victory*, *op. cit.*, p. 176.

19. *Ibid.*, p. 219-220.

dans l'appareil de sécurité, avec par exemple la réforme du GSPR scindé en deux unités et la création des Forces spéciales, mais aussi en cherchant (avec un succès limité) à s'attaquer aux sources de revenus illégaux de ces ex-ComZones (trafics illicites de cacao et d'or, notamment). Il y a eu aussi des cas d'anciens ComZones « collaborateurs contingents²⁰ » qui, en l'absence de liens durables durant le post-conflit avec leur zone de contrôle pendant la guerre, sont devenus des loyalistes, comme Morou Ouattara dit « Atchengué », Tuo Fozié ou Gaoussou Koné dit « Jah Gao ». Il se construit ainsi une « relation de dépendance mutuelle²¹ » entre le gouvernement et les anciens ComZones. Dans le but de les « discipliner » et/ou « coopter », ces derniers ont été nommés également à des postes militaires ou dans la haute fonction publique, mais aussi envoyés pour des formations longues à l'étranger afin les « détacher » de leurs unités.

« La RSS est trop politique, son objectif est d'assurer la sécurité du régime²². »

En 2016, le vote d'une loi de programmation militaire avait annoncé l'ambition affichée du gouvernement d'une réforme de l'armée ivoirienne, avec l'objectif d'augmenter la part des investissements dans les équipements et de réduire le poids des salaires dans le budget de l'armée. Celle-ci devait pérenniser les résultats de la stratégie de RSS annoncée en 2011²³. Beaucoup de nos participants ont affirmé que les mutineries de 2017 ont été un « réveil douloureux » sur les réalités des progrès du secteur : « La RSS est totalement inachevée, puisque seules les grandes réformes indolores ont été lancées²⁴. » Un secteur de la sécurité ne peut être pensé *in abstracto* de la société²⁵. Ainsi, de prime abord, en Côte d'Ivoire on peut noter la difficulté d'une telle entreprise, si l'on prend en compte les conditions politiques, mais aussi les conditions économiques et sociales générales d'une écrasante majorité de la population ivoirienne, qui permettent de comprendre l'importance des systèmes de patronage. Les perspectives d'une amélioration de la situation sont donc tributaires de facteurs politiques, économiques et sociaux qui dépassent largement le secteur de la sécurité.

Des entretiens réalisés à Bouaké avec neuf ex-combattants dont des responsables d'associations²⁶ ont révélé que l'intégration dans l'armée de nombreux éléments « post-crise » a entraîné des recrutements fondés sur l'entregent et la cooptation : « L'intégration dans l'armée s'est faite sur la base d'affiliation [...], selon que tel ou tel est devenu ministre²⁷. » Moussa Fofana a par exemple observé que, depuis le début des années 1990, sous la pression de tensions politiques et sociales, l'armée ivoirienne est un millefeuille de « vagues de recrues informelles », qu'il conceptualise comme processus d'hybridation et d'informalisation des forces de défense. Il précise que, au cours de la période post-2011, les tensions entre ex-FAFN et ex-FDS, entre militaires et gendarmes, et les différentes factions produites

20. *Ibid.*, p. 221-223.

21. R. Banégas & C. Popineau, « The 2020 Ivorian Election and the 'Third-term' Debate », *op. cit.*, p. 11.

22. Entretien (retranscription), fonctionnaire internationale gouvernance, Abidjan, décembre 2017.

23. A. Leboeuf, *La Réforme du secteur de la sécurité à l'ivoirienne*, *op. cit.*

24. Entretien (retranscription), fonctionnaire internationale secteur de la sécurité, Abidjan, décembre 2017.

25. N. Bagayoko, E. Hutchful et R. Luckham, « Hybrid Security Governance in Africa: Rethinking the Foundations of Security, Justice and Legitimate Public Authority », *Conflict, Security & Development* 16 (1), 2016, p. 1-32.

26. Dans le cadre de trois entretiens individuels et d'un groupe de discussion de six personnes.

27. Entretien (retranscription), ex-combattant, Bouaké, novembre 2017.

par cette fragmentation indiquent la permanence de l'indiscipline, du favoritisme et des frustrations dans cette armée²⁸.

Les mutineries de 2017 : un catalyseur de changements ?

« Les mutineries, on a eu très peur, on ne savait pas qui était qui, on ne savait pas le matin si on allait être vivant le soir²⁹. »

« Les 8 400 mutins [...]. C'est politique car on leur a fait des promesses, mais cela a échappé aux chefs, car ils sont autonomes, c'est pour cela que les mutineries se sont développées³⁰. »

Les mutineries de janvier³¹ et mai³² 2017 ont en premier lieu profondément déstabilisé le pays, paralysant la vie sociale et économique à Bouaké pendant plusieurs semaines, mais aussi durant plusieurs jours à Abidjan. Selon des témoignages de spécialistes du secteur, en mai 2017, les mutins ont fait vaciller le pouvoir d'État, avec des rumeurs selon lesquelles le président Ouattara aurait mis sa démission dans la balance face au blocage des négociations. Certains ex-ComZones comme Wattao ont été appelés à la rescousse pour négocier une sortie de crise. Cet épisode a montré les limites de ces acteurs : ils ont échoué à faire plier les mutins, qui n'ont accepté de rentrer en caserne que lorsque le gouvernement a cédé à leurs demandes financières. En résumé, ces mutineries ont révélé en partie la perte d'autorité des ComZones sur leurs hommes³³.

La fragilité de l'autorité de l'État a été évidente lorsque le gouvernement a compris que ni les forces ex-FDS de l'ancien pouvoir, ni celles réputées fidèles au gouvernement actuel comme la Garde républicaine n'étaient prêtes à véritablement intervenir pour stopper les mutins. Ces mutineries ont symbolisé une croissance importante de ces dernières sous Alassane Ouattara en comparaison des ères Bédié, Guéï et Gbagbo³⁴. Sans que l'on puisse y apporter des preuves définitives, le divorce politique qui s'amorçait à l'époque entre Alassane Ouattara et Guillaume Soro aurait pu favoriser ces tensions dans l'armée. À la suite des mutineries, les relations entre les deux hommes iront de mal en pis, l'ancien chef de la rébellion Forces nouvelles étant en exil depuis 2019³⁵. Les conséquences politiques des mutineries ont été nombreuses, notamment le limogeage du chef d'état-major des FACI, Soumaïla Bakayoko, en janvier 2017, mais aussi un changement de ministre de la Défense en juillet 2017, Hamed Bakayoko remplaçant Alain-Richard Donwahi. Pour répondre aux demandes financières des mutins, l'application de la loi de programmation militaire a dû

28. M. Fofana, *Informalité et hybridité au sein des forces de défense de Côte d'Ivoire*, op. cit., p. 42.

29. Entretien (retranscription), responsable politique de la majorité présidentielle, Bouaké, novembre 2017.

30. Entretien (notes carnet), ancien haut fonctionnaire du secteur de la sécurité, Abidjan, août 2017.

31. « Côte d'Ivoire : un accord trouvé entre le gouvernement et les mutins », *Le Monde*, 14 janvier 2017.

32. « Côte d'Ivoire : comment les mutins ont fait plier le gouvernement », *Le Monde*, 26 mai 2017.

33. R. Banégas & C. Popineau, « The 2020 Ivorian Election and the 'Third-term' Debate », op. cit., p. 12.

34. Philip Martin, en se fondant sur la base de données *Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED)*, montre que le nombre de mutineries lors de la présidence Ouattara a dépassé 50 entre 2011 et 2017, alors que sous Bédié, Guéï et Gbagbo (1997-2011), l'addition de toutes les mutineries est inférieure à 40. Voir P. A. Martin, « Briefing: security sector reform and civil-military relations in postwar Côte d'Ivoire », op. cit., p. 531.

35. M. Ricard, « 'Mon président, on dit quoi ? : le resserrement autoritaire en Côte d'Ivoire », op. cit.

être revue pour payer les primes accordées. Celles-ci ont eu un poids démesuré sur le budget de l'État³⁶.

Quatre ans après ces mutineries qui ont secoué la Côte d'Ivoire, qu'en est-il de la réforme de l'armée ? Quels résultats ont été obtenus ? À bien des égards, le choc qu'a constitué cette situation de crise en 2017 a initié une prise de conscience³⁷ de l'importance de mettre en place des réformes déjà identifiées comme nécessaires par la loi de programmation militaire (2016-2020). Il y a eu un renforcement et une forme de réactivation de cette législation dont la mise en place concrète tardait³⁸ : en somme les mutineries ont été « un catalyseur³⁹ » pour impulser certains changements. L'esprit de cette loi était de s'attaquer aux problèmes fondamentaux de déséquilibre de la pyramide des grades et des âges dans l'armée ivoirienne, et des dépenses de salaires par rapport aux dépenses d'équipements et d'investissements. Cependant, quatre ans après les mutineries de 2017, la plupart des spécialistes soulignent la relative opacité et la faible communication sur les résultats de cette loi.

Néanmoins, un coup d'accélérateur a été donné. Le nouveau ministre de la Défense Hamed Bakayoko (décédé en 2021) a lancé un plan de départ volontaire ambitieux pour restructurer les ressources humaines de l'armée, dont la mise en place a commencé à l'automne 2017. L'objectif était de proposer à 1 000 militaires par an, principalement des sous-officiers, une retraite anticipée. Avec notamment le soutien de la coopération française, un Bureau d'accompagnement et de reconversion des militaires a été créé. Les critères retenus pour identifier des candidats à la retraite reposaient sur l'âge mais aussi le niveau d'éducation⁴⁰. Les spécialistes interrogés estiment qu'entre 3 000 et 4 000 militaires auraient accepté ce plan de reconversion entre 2017 et aujourd'hui, même si le ministre de la Défense de l'époque annonçait fin 2018 déjà plus de 3 000 départs.

Dans le sens inverse, pour rééquilibrer la structure de l'armée, des recrutements de soldats du rang sont réalisés⁴¹. Par ailleurs, l'amélioration des prestations sociales dans l'armée ainsi que les infrastructures de base, pour relever les conditions de vie des militaires et de leurs familles, a été promue à grands renforts de communication via des tournées dans les casernes. Toutefois, plusieurs spécialistes et des militaires ont noté peu d'avancées à ce sujet. En revanche, une indéniable relance de la formation continue au sein des rangs a été observée, avec notamment la création de l'École de guerre de Zambakro en 2017⁴². Une augmentation des dépenses dans le domaine des équipements a été constatée, mais aussi un soutien international accru en termes d'assistance et de cessions de matériels, notamment de la France, la Chine et le Maroc.

36. Entretien (retranscription), fonctionnaire internationale gouvernance, Abidjan, novembre 2017.

37. « Côte d'Ivoire : comment Amadou Gon Coulibaly tente de relancer la loi de programmation militaire », *Jeune Afrique*, 17 juillet 2018.

38. Entretien (visio, notes carnet), chercheur sécurité n° 1, Abidjan, avril 2021.

39. Entretien (téléphone, notes carnet), spécialiste du secteur de la sécurité, Abidjan, avril 2021.

40. *Ibid.*

41. « Côte d'Ivoire : Le General Lassina Doumbia annonce le recrutement de 3000 jeunes dans l'armée », *Koaci*, 1^{er} juin 2021.

42. « Côte d'Ivoire : apprendre l'art de la guerre, par Arthur Banga », *Jeune Afrique*, 4 février 2020.

Cette loi de programmation militaire a bien été un outil pour impulser un début de changement, mais aussi un outil de communication⁴³. Les ressources allouées au plan de reconversion de ce programme de retraites anticipées posent question, ce qui laisse entrevoir des revendications⁴⁴. L'un des problèmes soulevés est celui de la capacité de cette mesure d'attirer ceux qui sont implicitement visés, c'est-à-dire bon nombre des « 8 400 » mutins⁴⁵. La proposition et le vote d'une nouvelle loi de programmation ont été ralentis par la crise des élections présidentielles de 2020, et l'on s'attend à ce que le processus commence en 2021⁴⁶.

Au-delà de cette loi de programmation d'autres dynamiques importantes sont à signaler concernant certaines reconfigurations dans l'armée ivoirienne. La première est la montée en puissance du Conseil national de sécurité, structure rattachée à l'exécutif et visant à piloter les grandes décisions dans le domaine de la sécurité intérieure et de la défense. Le CNS pilotait la RSS post-conflit. Cette structure a obtenu un soutien international pour être réformée. Ceci participe à une forme de centralisation des décisions sur les questions de sécurité et de défense. Cette institution est perçue positivement par plusieurs acteurs interrogés, car une telle instance peut permettre de renforcer une certaine cohérence des décisions. Cette tendance à la centralisation met en évidence la forte mainmise de l'exécutif. Une telle attitude pouvait se comprendre à la sortie de la crise post-électorale de 2010-2011 : le président Alassane Ouattara était aussi ministre de la Défense de 2012 à 2017, avec un ministre d'État chargé de la Défense, Paul Koffi Koffi puis Alain-Richard Donwahi. Néanmoins, il semble que les mutineries ont encore augmenté la volonté de contrôle, comme en témoigne la nomination d'Hamed Bakayoko, un proche d'Alassane Ouattara. Après le décès en 2021 du ministre devenu aussi Premier ministre, cette tendance à la centralisation a été renforcée par la récente nomination du frère du président, Téné Birahima Ouattara. Surnommé « photocopie », l'ancien ministre des Affaires présidentielles avait déjà notamment la haute main sur les questions de renseignement.

Concernant les rapports de force dans l'armée, la nomination, en janvier 2019, du général Lassina Doumbia⁴⁷ comme chef d'état-major général des armées est perçue par une pluralité de spécialistes comme un atout. Le retour d'exil de Konan Boniface, un militaire haut placé sous Laurent Gbagbo, et sa promotion comme général, a été aussi un signal fort. Néanmoins, la détention de nombreux militaires de l'ancien pouvoir à la suite de la crise post-électorale de 2010-2011 reste une question épineuse. Les relations entre anciens FAFN et FDS étaient un des points les plus difficiles concernant l'armée post-conflit. La prise d'une ordonnance permettant d'élargir les pouvoirs du chef d'état-major⁴⁸ pour radier des militaires de l'armée, en accord avec les commandants d'unités, a été une mesure unanimement saluée comme positive après les mutineries. De plus, des mesures de vérification d'identité ont été prises pour écarter des militaires fraudeurs non ivoiriens. Ces mesures ont renforcé la discipline dans l'armée et ont été très appréciées des anciens FDS, qui estimaient que le rapport de force déséquilibré et l'indiscipline minaient l'institution. Par ailleurs, la participation depuis 2017

43. Entretien (téléphone, notes carnet), chercheur sécurité n° 2, Abidjan, mai 2021.

44. Entretien (téléphone, notes carnet), militaire, Abidjan, avril 2021.

45. Entretien (visio, notes carnet), chercheur sécurité n° 1, Abidjan, avril 2021.

46. Entretien (téléphone, notes carnet), spécialiste du secteur de la sécurité, Abidjan, avril 2021.

47. « Côte d'Ivoire : Lassina Doumbia, le général qui met l'armée au pas », *Jeune Afrique*, 2 avril 2019.

48. « Côte d'Ivoire : une ordonnance pour en finir avec les mutineries », *Jeune Afrique*, 8 août 2017.

d'un contingent ivoirien à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) pourrait avoir des effets bénéfiques sur la professionnalisation des forces⁴⁹, avec aujourd'hui environ 650 troupes engagées.

Le positionnement des anciens FDS s'est progressivement amélioré dans l'armée, avec là encore les mutineries comme tournant ; ainsi durant cette crise, « ils ont montré leur loyauté⁵⁰ ». Ces derniers ont pris depuis « des positions de plus en plus importantes⁵¹ » et ont été parfois promus au détriment des anciens FAFN, beaucoup ayant été délégitimés aux yeux du pouvoir : « On regarde moins aujourd'hui les affiliations politiques. Mais plus on monte, moins c'est le cas. Certes il n'y a plus d'anciens rebelles à des positions très élevées, mais ils sont du nord⁵². » L'on observe néanmoins une baisse de l'influence des anciens ComZones : « ils se sont embourgeoisés, ils ont dépassé la cinquantaine, ils n'ont pas forcément envie de se rebeller... Le régime s'est assuré de leur soutien, et ils devaient montrer qu'ils étaient loyaux. Et en plus, ils étaient surveillés⁵³. »

Bouaké la rebelle

Les 8 400 mutins de 2017, principalement basés à Bouaké, ont été ciblés à travers des nouvelles nominations de chefs militaires, le dispersement de certains mutins dans d'autres bases militaires du pays⁵⁴, mais aussi avec la mise en place de nouvelles forces dans cette ville comme un Groupement militaire d'intervention, une unité de Compagnies républicaines de sécurité (CRS) et le Centre de coordination des opérations décisionnelles (CCDO). Les résultats sont indéniables, avec une armée moins visible dans la ville et un rapport de force rééquilibré. Un mécanisme de collaboration avec la société civile pour la lutte contre l'impunité des forces de l'ordre avait même été mis en place mais la crise de la Covid-19 a été prétextée pour suspendre le dispositif⁵⁵.

La question centrale pour le secteur de la sécurité à Bouaké était aussi celle des ex-combattants. Après une multitude d'initiatives lancées entre 2003 et 2011, dont le Programme national de réinsertion et de réhabilitation communautaire (PNRRC) issu des accords politiques de Ouagadougou (2007), le gouvernement décide en 2012 de fusionner toutes les initiatives au sein de l'Autorité pour le désarmement, démobilisation et réintégration (ADDR). Cette politique publique en direction des ex-combattants est un élément important d'une forme de prise en main du processus de reconstruction par l'État. Ce programme s'est officiellement terminé en 2015, l'État ayant annoncé la réintégration de près de 60 000 ex-combattants. Mais l'efficacité de l'ADDR est toujours en débat, notamment à Bouaké.

49. O. Padonou, « [La Côte d'Ivoire et les opérations de paix : profil d'un néo-contributeur](#) », Note, Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix, 2019.

50. Entretien (téléphone, notes carnet), représentant diplomatique, Abidjan, avril 2021.

51. Entretien (téléphone, notes carnet), chercheur sécurité n° 2, Abidjan, mai 2021.

52. Entretien (téléphone, notes carnet), spécialiste du secteur de la sécurité, Abidjan, avril 2021.

53. *Ibid.*

54. Entretien (téléphone, notes carnet), responsable droits humains n° 1, Bouaké, mai 2021.

55. *Ibid.*

Lors d'un groupe de discussion avec six ex-combattants⁵⁶, ceux-ci racontent leurs difficultés de réinsertion et leur amertume vis-à-vis du programme. Ils décrivent la stigmatisation dont ils sont victimes en raison de leur participation au métier des armes, les empêchant de trouver du travail : « personne ne veut nous recruter ». S'ils reconnaissent être trop vieux pour entrer dans l'armée, ils considèrent que l'ADDR aurait pu être un tremplin pour entrer dans la fonction publique ou pour la création d'un corps de réservistes. Ils soulignent que « nos chefs ont pris leurs petits frères au lieu de nous⁵⁷ » et raillent la qualité du programme, évoquant une formation « de mécanicien en 15 jours », ou mal adaptée : « On m'a donné une formation pour devenir gendarme, alors que je voulais être commerçant ». La frustration des bénéficiaires du programme est ainsi compréhensible notamment parce que ces ex-combattants ont fait l'objet d'une accumulation de promesses de la part des ex-ComZones, des ex-responsables politiques FAFN et des différents gouvernements ivoiriens. Certains d'entre eux étaient parfois engagés depuis 2002, en particulier dans le fameux « profilage 39⁵⁸ », qui représente les ex-combattants de 2002 à 2009.

« On a peur de nos propres frères au pouvoir⁵⁹. »

« Les ex-combattants c'est un souci pour l'État de Côte d'Ivoire, on surveille leurs activités, ils sont infiltrés [...]. La DST⁶⁰ envoie certaines personnes dans la région pour mener des investigations⁶¹. »

Cette question n'a fait que s'accroître lors des mutineries de janvier et mai 2017. Puisque les primes demandées par les mutins étaient en réalité des promesses faites à l'ensemble des combattants de la série de profilage 39, les ex-combattants ont réclamé à leur tour les primes octroyées aux mutins, occasionnant une répression à Bouaké :

« Quand ils [les militaires] ont revendiqué leur dû, on a voulu faire pareil. On nous a dit vous êtes des vagabonds, on nous a tiré dessus [...]. Le problème aujourd'hui, on a donné des primes aux militaires, alors que c'est nous qui avons fait les combats, on donne ça à des militaires qui étaient au camp⁶². »

Au cours de la période plus récente, les spécialistes notent que la répression contre les associations d'ex-combattants a bien des effets sur les capacités d'action de ces derniers⁶³. Officiellement, cette question des ex-combattants serait close⁶⁴. Mais dans les faits à Bouaké, ces acteurs gardent une certaine prégnance : ils sont notamment engagés, l'on y reviendra, dans la prévention contre la « radicalisation », mais aussi dans la police de proximité en tant

56. Groupe de discussion (notes carnet), 6 hommes, ex-combattants, Bouaké, novembre 2017.

57. Une observation similaire est réalisée par R. Banégas et C. Popineau, « The 2020 Ivorian Election and the 'Third-term' Debate », *op. cit.*, p. 12-13.

58. K. Diallo, « La Cellule 39 en Côte d'Ivoire : Processus d'identification et mobilisation d'un groupe d'ex-combattants », *Afrique contemporaine*, 263-264 (3), 2017, p. 177-196.

59. Entretien (retranscription), ex-combattant, Bouaké, novembre 2017.

60. Direction de la surveillance du territoire, responsable de la plupart des questions de « sûreté de l'État » en Côte d'Ivoire.

61. Entretien (notes carnet), officier de police, Bouaké, novembre 2017.

62. Entretien (retranscription), ex-combattant, Bouaké, novembre 2017.

63. Entretien (téléphone, notes carnet), militaire, Abidjan, avril 2021.

64. Entretien (téléphone, notes carnet), spécialiste du secteur de la sécurité, Abidjan, avril 2021.

qu'informateurs⁶⁵. Des acteurs politiques haut placés les mobilisent pour des activités de « sécurisation » d'élections, comme lors des élections présidentielles à Bouaké⁶⁶.

POLITIQUES DE L'ORDRE

Lors des premières années de la sortie de conflit, les questions de sécurité intérieure se sont inscrites dans des continuités : inégalités d'accès aux services de police, pratiques de corruption des agents et dynamiques de pluralisation de l'activité policière. Par rapport aux premières années post-conflit, l'amélioration de la sécurité des citoyens semble réelle, mais les gains sont relativement faibles. Les élections de 2020 ont été, durant ces dernières années, plus que tout autre événement, celui qui a mis le plus sous pression les policiers et gendarmes.

Les défis de la sécurité intérieure

Le secteur de la sécurité lors de la sortie de conflit en Côte d'Ivoire est un dispositif traversé par des divisions et des tensions, mais il est néanmoins indéniable qu'un réinvestissement de l'État a été réalisé dans ce secteur. La sortie de conflit en Côte d'Ivoire a généré des marges de manœuvre financière pour l'État grâce à un effacement très important de sa dette extérieure et un soutien international à la reconstruction, dans un contexte de forte croissance économique. Le budget de l'État ivoirien a augmenté de 56 % entre 2012 et 2019. Les dépenses de sécurité intérieure ont crû de 64 %, et les dépenses de défense de 28 %⁶⁷.

Au niveau national, les effectifs de la Police nationale étaient de 17 000 personnels en 2015⁶⁸. Par extrapolation du contenu de la loi de programmation de sécurité intérieure et des annonces annuelles de recrutement dans la presse, l'on peut estimer qu'aujourd'hui cet effectif a dû dépasser les 20 000 (l'objectif de la loi précitée était de 26 000 en 2020), tandis que le nombre de gendarmes est évalué à plus de 18 000⁶⁹. Pour une population aujourd'hui de plus de 25 300 000 d'habitants, le ratio national pourrait donc être estimé à environ 242 policiers/gendarmes pour 100 000 habitants. En 2009, selon le *Small Arms Survey*, le ratio médian mondial était de 311 policiers pour 100 000 habitants⁷⁰. Mais en Côte d'Ivoire comme dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, il faut souligner que « les effectifs policiers sont très inégalement répartis⁷¹ », avec une grande proportion de policiers et gen-

65. Entretien (téléphone, notes carnet), coopérant international sécurité intérieure, Abidjan, avril 2021.

66. Entretien (téléphone, notes carnet), responsable droits humains n° 1, Bouaké, mai 2021.

67. République de Côte d'Ivoire, [Projet de loi de finances portant budget de l'État pour l'année 2012](#), 2011 ; République de Côte d'Ivoire, [Projet de loi de finances portant budget de l'État pour l'année 2019](#), 2018.

68. République de Côte d'Ivoire, [Loi portant programmation des forces de sécurité intérieure 2016-2020, récapitulatif \(hors pension\)](#), 2016.

69. République de Côte d'Ivoire, Loi de programmation militaire 2016-2020, 2016.

70. Small Arms Survey, *The Small Arms Survey 2011: States of Security*, Genève, Institut de hautes études internationales, p. 106.

71. H. Yebouet et M. Cusson, « La police et la gendarmerie », dans M. Cusson *et al.*, (dir.), *Mille homicides en Afrique de l'Ouest*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2017, p. 283.

darmes à Abidjan : 9 000 policiers et 3 600 gendarmes y seraient postés en 2015. L'enquête mondiale sur les homicides de 2011⁷² estime que 42 % de la population en Côte d'Ivoire vit dans des zones où les policiers sont pratiquement absents, des chiffres similaires à ceux des pays voisins, Burkina Faso, Sénégal et Niger⁷³.

Avec près de 40 000 policiers et gendarmes, la Côte d'Ivoire peut faire d'importants progrès sur la question de l'allocation des ressources et des zones de couverture⁷⁴. Lors de mes recherches de thèse sur les comités de vigilance dans la commune d'Abobo à Abidjan, j'ai pu par exemple observer que des commissariats d'arrondissement couvrant plusieurs centaines de milliers de personnes avaient des effectifs de moins de 50 policiers, avec des ressources en véhicules très faibles. Dans la commune de Yopougon, la commune avec Abobo la plus peuplée d'Abidjan (plus d'un million d'habitants chacune), il y a 7 commissariats, dont un construit récemment, tandis que la plus petite commune d'Abidjan (177 000 habitants en 2011), Treichville, en compte 4.

La pluralisation de l'activité policière reste une donnée importante sous Alassane Ouattara, avec par exemple les cas de la sécurité privée, du vigilantisme urbain dans le contexte de la « crise des microbes », ou encore des groupes Dozos à travers le pays⁷⁵. Le secteur de la sécurité privée en Côte d'Ivoire est en progression constante depuis les années 1990, et les années de sortie de conflit après 2011 ont vu une progression encore plus nette, selon les professionnels du secteur, même si la taille du secteur de la sécurité privée dite « informelle » reste difficile à estimer. Il est important de souligner le rôle de l'État et de la question des ex-combattants dans cette progression dans la période post-conflit. Implication de l'État par exemple avec la société Puissance 6, appartenant à un proche de feu Hamed Bakayoko, qui a participé au « recyclage » d'ex-combattants et qui bénéficie de sa proximité politique avec le pouvoir⁷⁶. L'implication de l'État dans la sécurité privée n'est pas nouvelle car elle existait déjà sous Henri Konan Bédié et Laurent Gbagbo.

Les effectifs de ces entreprises ont explosé pendant la crise ivoirienne et le post-conflit. Selon les acteurs interrogés, l'on peine aujourd'hui à évaluer le chiffre réel. Un vétéran du secteur estime qu'avant la tentative de coup d'État de 2002, il y avait environ 15 000 agents de sécurité privée ; après 2002, environ 25 000 ; au sortir de la crise post-électorale en 2011, environ 50 000 ; et aujourd'hui l'on estimerait ce chiffre à environ 85 000⁷⁷. Plusieurs de nos sources ont confirmé cette estimation d'environ 85 000 agents de sécurité privée aujourd'hui, et entre 700 et 900 entreprises. Une telle augmentation dans la sortie de conflit peut se comprendre dans le contexte de neuf années de croissance économique soutenue dans le pays, mais aussi parce que les premières années de la sortie de conflit ont incité à un fort investissement des entreprises et ménages dans la sécurité privée face à la forte insécurité :

72. M. Cusson et M. Ouimet, *Enquête mondiale sur les homicides*, Montréal, Centre international de criminologie comparée (CICC), 2011.

73. *Ibid.*

74. Entretien (téléphone, notes carnet), fonctionnaire international sécurité intérieure, Abidjan, avril 2021.

75. M. Ricard, *Faire de « l'ordre » : la fabrique sociopolitique de la pluralisation de l'activité policière en Côte d'Ivoire*, Thèse de doctorat, Université du Québec à Montréal.

76. Selon de nombreux responsables d'entreprises privées et responsables syndicaux du secteur interviewés.

77. Entretien (notes carnet), responsable et syndicaliste sécurité privée, Abidjan, septembre 2017.

« Parmi 700 entreprises, il y a 84 entreprises agréées⁷⁸. » Selon nos entretiens, cette situation est liée en grande partie à l'économie des immeubles et quartiers résidentiels. Ce secteur de la sécurité privée dite « informelle », en dehors des sociétés ayant des agréments, est un véritable angle mort de la régulation étatique, mais aussi un « laissez-faire stratégique » pour permettre des systèmes de patronage.

Une enquête d'opinion sur un échantillon représentatif d'Ivoiriens montre une confiance mitigée des citoyens envers les corps habillés. Ainsi en 2017 « les Ivoiriens ont une confiance très mitigée dans la police/gendarmerie (55 % ont « partiellement » ou « très » confiance), l'armée (50 %), et les cours et tribunaux (52 %) ⁷⁹ ». Ces chiffres sont néanmoins en amélioration par rapport à l'enquête précédente de 2014. Mais surtout, une autre enquête révèle les faibles résultats dans le domaine de la corruption policière : « 47 % des Ivoiriens qui avaient affaire à la police pendant l'année écoulée ont payé des pots-de-vin afin d'éviter des difficultés [...] entre 2014 et 2017, les résultats indiquent que l'expérience de corruption s'est accrue avec la police, de 26 % en 2014 à 47 % en 2017⁸⁰ ». Cette perception serait selon cette même enquête plus forte en zone rurale. L'importance des pratiques de corruption est bien connue du milieu : « Pour comprendre le problème, il faut aller à l'École de police, c'est un système corrompu pour rentrer, donc la police est corrompue⁸¹. » Dans la gendarmerie en zone rurale, des constatations similaires sont réalisées à l'ouest : « Q : vous êtes satisfaits du travail des corps habillés ? R : Je suis leur premier ennemi oh ! [...] Trois corridors, y'a trois corridors là où on va et chaque moto par jour paye deux mille cinq cents (notes : francs CFA, environ 4 euros)⁸² ». Dans un reportage de la chaîne Arte⁸³ diffusé en 2020, une séance filmée du tribunal militaire d'Abidjan montrait qu'un jeune policier, accusé de meurtre, ne savait pas lire, ce qui est en totale contradiction avec les prérequis pour accéder à l'École de police. Dans une logique de lutte contre ces pratiques, un « super directeur central », un général de corps d'armée, a été récemment nommé pour chapeauter les Écoles de police d'Abidjan et de Korhogo. Une démarche similaire a été entreprise pour la gendarmerie nationale avec la nomination d'un commandant des Écoles de gendarmerie.

Il est indéniable que, par rapport aux premières années de la sortie de conflit, le réinvestissement public dans la police publique a permis des améliorations. Néanmoins, la perception des Ivoiriens de l'insécurité s'améliore de manière toute relative. La production de statistiques publiques à ce propos est décrite comme « pas très fiable, une omerta totale, on ne peut se fier qu'à nos opinions⁸⁴ ». L'indice de sécurité calculé par le gouvernement sur lequel celui-ci communique beaucoup⁸⁵ montre une amélioration très forte de la situation sécuritaire. D'après cet indice de sécurité, la Côte d'Ivoire serait en 2019

78. Entretien (notes carnet), responsable d'une entreprise de sécurité privée, Abidjan, octobre 2017.

79. Afrobaromètre, « Les Ivoiriens révèlent un sentiment d'insécurité mêlé d'un défaut de confiance », *Dépêche*, 180, 2017, p. 5.

80. Afrobaromètre, « Les Ivoiriens demeurent insatisfaits de la lutte des autorités contre la corruption », *Dépêche*, 167, 2017b, p. 2.

81. Entretien (notes carnet), ancien haut fonctionnaire du secteur de la sécurité, Abidjan, août 2017.

82. Entretien (retranscription), président d'un syndicat de taxi, région du Cavally, novembre 2017.

83. Florence Richard et Michaël Zumstein, « Côte d'Ivoire : le tribunal militaire contre la police », Arte Reportages, 2020.

84. Entretien (téléphone, notes carnet), fonctionnaire international sécurité intérieure, Abidjan, avril 2021.

85. « [Hamed Bakayoko : 'La Côte d'Ivoire n'est plus un pays en crise'](#) », *Jeune Afrique*, 16 juillet 2015.

au même niveau que la ville de Genève⁸⁶, ce qui n'a pas été sans déclencher des réactions ironiques des citoyens sur les réseaux sociaux. La perception de l'opinion publique semble bien différente. En 2013, Afrobaromètre⁸⁷ avait relevé que 22 % d'un échantillon représentatif d'adultes ivoiriens disaient avoir été victimes d'un vol au cours des 12 derniers mois, contre 18 % en 2017, avec un taux inchangé d'agressions physiques au cours des 12 derniers mois, à 9 %. En 2013, 42 % des Ivoiriens déclaraient qu'ils ne se sentaient pas en sécurité dans leur quartier, contre 38 % en 2017. Ces chiffres indiquent ainsi une amélioration très relative.

Les élections présidentielles de 2020 : un secteur de la sécurité sous forte pression

La décision en août 2020 d'Alassane Ouattara de briguer un troisième mandat a provoqué un resserrement autoritaire au pays. Des organisations de la société civile et des groupements politiques ont cherché à manifester leur mécontentement. Dans ce contexte, dès le début du mois d'août, des manifestations ont été réprimées, mettant en exergue le rôle de la police. Cette dernière se serait appuyée sur des supplétifs pour réprimer une manifestation le 13 août⁸⁸. L'une des leaders de la société civile mobilisée contre le troisième mandat, Pulchérie Édith Gbalet de l'ONG Alternative citoyenne ivoirienne, et deux de ses collègues ont été arrêtées « par des hommes armés dans un hôtel d'Abidjan⁸⁹ », le 15 août. À mesure que les tensions se sont intensifiées, en particulier à la suite de la décision du Conseil constitutionnel de disqualifier de nombreux candidats, le 14 septembre, les violences préélectorales se sont apparentées de plus en plus à des affrontements entre groupes politiques. Ces violences se sont concentrées dans des bastions du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) dans le Centre, dans une partie de l'Est, à Abidjan, mais aussi, en particulier à l'approche des élections, dans l'Ouest⁹⁰. Au total ces violences entre août et novembre 2020 ont fait près d'une centaine de morts.

Dans ce contexte, la pression sur les policiers et gendarmes a été maximale, mais en dépit de ces tensions, tous les spécialistes interrogés, dont certains étaient présents au centre et à l'ouest lors des élections, ont signalé une certaine retenue de la part des forces de l'ordre. Les spécialistes précisent notamment que les forces de sécurité ont été relativement peu impliquées dans ces violences, soulignant que celles-ci ont eu lieu entre populations civiles, même s'il y a eu des usages abusifs de la force parfois⁹¹. Contrairement à des situations passées, les forces de l'ordre ont plutôt été spectatrices qu'actrices de ces violences⁹². L'armée a été en complet retrait et c'est surtout la gendarmerie et la police qui ont été en première

86. « Sécurité : La Côte d'Ivoire a le même indice que Genève et New York, selon le Vice-Président Kablan Duncan », *Fraternité Matin*, 15 février 2019.

87. Afrobaromètre, « Les Ivoiriens demeurent insatisfaits de la lutte des autorités contre la corruption », *op. cit.*

88. Amnesty International, « Côte d'Ivoire. La police permet à des hommes armés de machettes d'attaquer des protestataires », 8 août 2020.

89. CIVICUS, *Dégradation de l'espace civique avant les élections dans les pays francophones de l'Afrique de l'Ouest*, 2020, p. 19.

90. @sebvbaalen, *Côte d'Ivoire is holding parliamentary elections today...*, Twitter, 6 mars 2021.

91. Entretien (téléphone, notes carnet), représentant diplomatique, Abidjan, avril 2021.

92. Entretien (téléphone, notes carnet), fonctionnaire international sécurité intérieure, Abidjan, avril 2021.

ligne. Les différents corps n'ont pas été néanmoins imperméables aux tensions politiques : plusieurs gendarmes ont été sanctionnés car proches d'opposants politiques⁹³, notamment lors de la tentative d'Affi N'Guessan de quitter le pays en raison de la répression⁹⁴.

Les relations police-population après les élections sont plutôt positives même dans les zones où il y a eu de fortes tensions. Dans la région du Gbêkê au centre, les gendarmes et policiers ont même été attaqués pendant la crise électorale, notamment des brigades de gendarmerie dans lesquelles des armes ont été emportées. Malgré cela, les corps habillés « n'ont pas réagi. Cela nous a agréablement surpris⁹⁵ ». Ces derniers ont ainsi obéi aux ordres de retenue. Le jour de l'élection présidentielle, plutôt que de répondre par une répression totale, le pouvoir politique a joué une forme d'apaisement avec l'opposition. Dans une stratégie de « boycott actif », l'opposition a réussi à empêcher l'ouverture de 23 % des bureaux de vote, selon des observateurs⁹⁶. Mais les gendarmes et policiers ont fait face à un manque de moyens, et le jour du vote comme les jours suivants, malgré la mobilisation de plus de 40 000 policiers et gendarmes, « ils étaient dépassés⁹⁷ ».

LA PRESSION DES GROUPES ARMÉS JIHADISTES AU NORD

Les difficultés des États sahéliens et des acteurs internationaux à enrayer les activités des groupes armés jihadistes expliquent que des nuages sombres s'amoncellent autour de certains pays côtiers ouest-africains ces dernières années. Le 13 mars 2016, l'attentat de Grand-Bassam, une station balnéaire près d'Abidjan, causant 22 morts, a été un coup d'éclat en forme d'avertissement. Revendiqué par Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), cet attentat a montré que les économies et logiques de la violence en progression au Sahel depuis le premier coup d'État au Mali en 2012 peuvent progressivement affecter les pays côtiers. En mai 2019, l'enlèvement de deux touristes français et l'assassinat de leur guide dans le parc national de la Pendjari au Bénin ont été un autre signal. Les mouvements de groupes jihadistes du Mali ou du Burkina Faso vers la Côte d'Ivoire sont connus depuis au moins 2015, lorsque la katiba Ibn Walid liée à la katiba Macina avait transité du Mali via la Côte d'Ivoire pour échapper à des poursuivants⁹⁸. La présence, ces dernières années, de groupes dans des forêts attenantes à la frontière ivoiro-burkinabé ainsi que dans le parc national de la Comoé était déjà connue, tandis qu'un projet d'attentat à Abidjan aurait été déjoué en décembre 2018⁹⁹.

93. Entretien (téléphone, notes carnet), spécialiste du secteur de la sécurité, Abidjan, avril 2021.

94. « Côte d'Ivoire : le récit de la traque de Pascal Affi N'Guessan », *Jeune Afrique*, 16 novembre 2020.

95. Entretien (téléphone, notes carnet), responsable droits humains n° 1, Bouaké, mai 2021.

96. « Côte d'Ivoire : Alassane Ouattara annoncé vainqueur de l'élection présidentielle », *Le Monde Afrique*, 3 novembre 2020.

97. Entretien (téléphone, notes carnet), coopérant international sécurité intérieure, Abidjan, avril 2021.

98. A. Tisseron, *La Coopération sécuritaire et judiciaire en Afrique de l'Ouest face au défi de la lutte contre les groupes armés jihadistes*, Étude 81, IRSEM, 2021, p. 21.

99. *Ibid.*

Terrorisme et contre-terrorisme

Deux semaines après une opération conjointe du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire intitulée Comoé 2020 visant à « réduire la présence des groupes jihadistes à la frontière entre les deux pays¹⁰⁰ », une attaque de représailles contre un poste-frontière ivoirien près du Burkina Faso à Kafolo, le 11 juin 2020, fait treize morts chez les militaires ivoiriens. Cette attaque est attribuée au groupe Jamā'at nuṣrat al-islām wal-muslimīn (JNIM). Elle symbolise la pression de plus en plus forte des groupes jihadistes. Les 28 et 29 mars 2021, une autre attaque est déclenchée : deux positions à la frontière ivoiro-burkinabé de l'armée ivoirienne à Kafolo et Kolobougou sont attaquées, faisant quatre morts chez les forces armées en plus d'un civil¹⁰¹. Le 7 juin 2021, une attaque près de la frontière burkinabé dans la localité de Tougbo fait un mort chez les militaires ivoiriens, tandis que le 13 juin 2021 un attentat à l'engin explosif improvisé (EEI) dans cette région coûte la vie à trois militaires ivoiriens¹⁰².

Tout ceci s'inscrit dans une stratégie de harcèlement des forces de sécurité à la frontière¹⁰³. Au nord, selon un responsable des droits humains vivant dans une ville près de la frontière burkinabé, « la population a un peu peur¹⁰⁴ ». Le 4 mai dernier, un autre EEI a été signalé par un paysan aux forces de sécurité sur l'axe Kafolo-Bolé¹⁰⁵. Le 7 mai, un groupe jihadiste arrive à la mosquée de Bolé pour convaincre les populations de ne pas collaborer avec les forces de sécurité¹⁰⁶. Au centre de ces attaques, les observateurs notent que la katiba Macina d'Amadou Koufa cherche à s'implanter durablement dans cette zone propice à des trafics rémunérateurs¹⁰⁷.

Les mesures prises par le gouvernement contre ces menaces montent en puissance depuis quelques années. Celles-ci se concentrent largement sur une réponse militarisée¹⁰⁸. L'attaque de Kafolo a contraint le gouvernement à renforcer le maillage territorial, avec la création d'une zone opérationnelle nord dans le cadre de l'opération « Frontières étanches », avec Korhogo comme base, secondée par des zones opérationnelles nord-est à Boundiali et nord-ouest à Kong¹⁰⁹. Des postes avancés sont installés dans les zones les plus à risque d'intrusions¹¹⁰. Les Forces spéciales de l'armée de terre, la Force de recherche et d'assaut de la police (FRAP) de la Police nationale et l'Unité d'intervention de la gendarmerie nationale travaillent ensemble dans le cadre d'unités opérationnelles mixtes¹¹¹. Les tensions dans ces

100. *Ibid.*, p. 45.

101. « Côte d'Ivoire : comment les jihadistes tentent de s'implanter dans le Nord », *Jeune Afrique*, 20 mai 2021.

102. « Côte d'Ivoire : trois militaires tués dans une attaque à la frontière du Burkina Faso », *Jeune Afrique*, 13 juin 2021.

103. « Côte d'Ivoire : comment Kafolo est devenu un « lieu de ravitaillement des jihadistes », *Jeune Afrique*, 7 avril 2021.

104. Entretien (téléphone, notes carnet), responsable droits humains n° 2, région du Tchologo, mai 2021.

105. Entretien (téléphone, notes carnet), chercheur sécurité n° 2, Abidjan, mai 2021.

106. « Côte d'Ivoire : comment les jihadistes tentent de s'implanter dans le Nord », *op. cit.*

107. *Ibid.*

108. L. Diarra, « Radicalisation et perception de la menace terroriste dans l'extrême nord de la Côte d'Ivoire », *Timbuktu Institute*, 2021, p. 21.

109. Entretien (visio, notes carnet), chercheur sécurité n° 1, Abidjan, avril 2021.

110. Entretien (téléphone, notes carnet), militaire, Abidjan, avril 2021.

111. Entretien (téléphone, notes carnet), représentant diplomatique, Abidjan, avril 2021.

unités mixtes existent, comme entre la gendarmerie et l'armée de terre¹¹². Le bataillon de sécurisation de l'Ouest a aussi été renforcé en 2020 pour faire face à la menace de mercenaires libériens, qui s'est manifestée récemment par une attaque de la base militaire de N'Dotrè à Abidjan, dans la nuit du 20 au 21 avril 2021. Il est indéniable que jusqu'ici les forces ivoiriennes ont montré « des capacités de résilience [...] beaucoup de projets d'attaques sont déjoués¹¹³ ».

Au-delà de la réponse militaire stricte, l'État cherche à redynamiser les comités civilo-militaires dans les régions du nord pour mieux engager les populations¹¹⁴. Une « mallette pédagogique » pour former les forces de défense et de sécurité à détecter les signaux forts et faibles de radicalisation a été distribuée, s'inscrivant dans les activités de la Coordination nationale du renseignement. Ainsi, consigne a été donnée aux corps habillés partout dans le pays de signaler via des comptes rendus tout événement suspect¹¹⁵. Discrètement, dans une forme de collaboration avec des entreprises de sécurité privée, des lieux à haut risque d'attentats à Abidjan comme certains centres commerciaux populaires sont surveillés par des policiers en civil¹¹⁶.

Les chasseurs dozos sont également impliqués, de manière non officielle, dans ces questions de lutte contre le jihadisme. Au nord, ils participent déjà, en particulier dans les zones rurales, à la surveillance des pistes, comme par exemple à Ouangaladougou¹¹⁷ où ils contribuent à la lutte contre le banditisme des « coupeurs de route » face aux difficultés des forces publiques. Une réalité présente aussi à l'ouest de la Côte d'Ivoire¹¹⁸. Lorsqu'en 2019 l'aviation burkinabé a bombardé une forêt près du village d'Alidougou au Burkina Faso, le maire du village ivoirien voisin, de l'autre côté de la frontière, a demandé à la brigade de gendarmerie locale d'inspecter la forêt pour savoir si des groupes s'y cachaient toujours. Devant le refus des gendarmes, les Dozos locaux s'y sont attelés, et se sont retrouvés confrontés à un groupe armé jihadiste¹¹⁹. Comme dans d'autres domaines du maintien de l'ordre, les chasseurs dozos négocient leur présence avec différents acteurs sociaux et autorités locales. À Bouaké, ce sont certains groupes d'ex-combattants qui ont été mobilisés comme informateurs pour prévenir des attentats et déceler des formes de radicalisation¹²⁰.

112. A. Tisseron, *La Coopération sécuritaire et judiciaire en Afrique de l'Ouest face au défi de la lutte contre les groupes armés jihadistes*, op. cit., p. 59.

113. Entretien (téléphone, notes carnet), spécialiste du secteur de la sécurité, Abidjan, avril 2021.

114. Entretien (téléphone, notes carnet), chercheur sécurité n° 2, Abidjan, mai 2021.

115. Entretien (téléphone, notes carnet), militaire, Abidjan, avril 2021.

116. Entretien (notes carnet), responsable d'une entreprise de sécurité privée, Abidjan, janvier 2019.

117. K. Heitz-Tokpa, « Mande hunters and the state: cooperation and contestation in post-conflict Côte d'Ivoire », *African Studies Review*, 62 (1), 2019, p. 148-172.

118. M. Ricard, *Faire de « l'ordre » : la fabrique sociopolitique de la pluralisation de l'activité policière en Côte d'Ivoire*, op. cit.

119. Entretien (téléphone, notes carnet), chercheur sécurité n° 2, Abidjan, mai 2021.

120. Entretien (téléphone, notes carnet), responsable droits humains n° 1, Bouaké, mai 2021.

Les défis face à ces menaces : relations forces-populations et coopération régionale

Les difficultés du secteur de la sécurité face à cette menace grandissante aux frontières nord sont nombreuses. L'aspect le plus cité est celui des relations entre les FDS et la population au niveau local dans les régions concernées¹²¹. Dans ces zones frontalières, le renforcement du maillage des forces de sécurité et même une amélioration de leurs moyens ne peuvent se substituer à la collaboration des populations civiles dont le rôle est essentiel. La question du racket est récurrente. L'enquête de terrain de Lassina Diarra dans la région du Bounkani, au nord-est de la Côte d'Ivoire, l'une des régions les plus menacées par les groupes armés jihadistes, est sans équivoque. Il relève une forme de « défiance¹²² » des populations locales vis-à-vis des forces de sécurité. Sur les nombreuses pistes frontalières comme à certains points stratégiques, dans la région du Bounkani, les forces profitent aussi de leur position pour établir des barrages permettant des formes de prédation :

« Sous couvert de lutte contre l'insécurité, des postes d'observation de fortune et occasionnels – bourgeonnent au bord des routes qui desservent Téhini ; leur nombre augmente curieusement le samedi, jour de marché¹²³. »

Une situation qui a même conduit à lancer une pétition pour « demander le départ de l'armée ou l'allègement du dispositif militaire¹²⁴ ». Un responsable des droits humains dans une ville frontalière d'une autre région du nord observe que les relations entre forces de sécurité et populations sont empreintes de « méfiance » et « mitigées¹²⁵ » : les forces se plaignent du manque de collaboration de la population, or cette dernière a peur de dénoncer des agissements suspects ou des activités des groupes armés, car elle craint d'être suspectée de complicité¹²⁶. Ces populations estiment souvent que les forces de défense et de sécurité ne sont pas assez réactives aux alertes données. Dans les forêts classées et parcs, les agents des Eaux et forêts abusent depuis longtemps de leur pouvoir contre les éleveurs transhumants : des initiatives ont été prises récemment par le gouvernement pour améliorer ces relations. Des abus lors d'interactions entre forces et populations sont recensés : tirs de sommation par des militaires sous l'emprise de l'alcool qui ont effrayé les populations¹²⁷, rafles et arrestations abusives¹²⁸. Tout ceci souligne que les autorités ivoiriennes doivent aussi « gagner la confiance et le respect de leurs communautés frontalières, dont beaucoup se sentent délaissées¹²⁹ ».

121. Entretien (téléphone, notes carnet), fonctionnaire international sécurité intérieure, Abidjan, avril 2021.

122. L. Diarra, « Radicalisation et perception de la menace terroriste dans l'extrême nord de la Côte d'Ivoire », *op. cit.*, p. 21.

123. *Ibid.*, p. 22.

124. *Ibid.*

125. Entretien, responsable droits humains n° 2, région du Tchologo, mai 2021.

126. *Ibid.*

127. L. Diarra, « Radicalisation et perception de la menace terroriste dans l'extrême nord de la Côte d'Ivoire », *op. cit.*, p. 23.

128. *Ibid.*, p. 23.

129. W. Assanvo, « [Terrorism in Côte d'Ivoire is no longer just an external threat](#) », Institute for security studies today, 15 juin 2021.

Comme dans de nombreux cas au Sahel, les abus des forces publiques peuvent être exploités par les groupes armés : « quand ils arrivent, ils disent qu'ils sont contre le racket des FDS¹³⁰ ». Le manque de moyens des FDS est aussi cité¹³¹. Au-delà de la réponse coercitive, un expert avance que ces défis nécessitent une réponse socio-politique, en « améliorant la décentralisation, les politiques sociales, et en renforçant les infrastructures¹³² », dans des régions qui sont parmi les plus pauvres du pays. Il est aussi nécessaire que la réponse de l'État soit focalisée sur une analyse des problèmes locaux. Dans le pays sénoufo, les attaques des groupes ont tendu les relations entre les autochtones et les éleveurs nomades principalement peuls¹³³. L'action locale de l'État est ainsi perçue comme peu réactive face aux tensions entre cultivateurs et éleveurs¹³⁴. Renforcer la cohésion entre les communautés frontalières est ainsi essentielle, tandis que la mesure des progrès ne devrait pas simplement se focaliser sur les attaques terroristes, mais aussi sur la capacité de l'État de perturber la chaîne d'approvisionnement des groupes et de les priver de leurs ressources, notamment des trafics illégaux¹³⁵, ce qui nécessite de s'intéresser à de nombreux acteurs en dehors des groupes armés jihadistes.

Les coopérations régionale et internationale sont indispensables pour lutter efficacement contre ces menaces transfrontalières. Antonin Tisseron souligne la nécessité de soutenir l'impulsion politique de l'Initiative d'Accra¹³⁶ regroupant sept pays ouest-africains (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Niger et Togo). Outre les bienfaits d'une socialisation commune de ces pays dans un cadre d'échanges d'informations sur la lutte contre le terrorisme, trois opérations conjointes ont été réalisées entre 2018 et 2019, intitulées Koudalgou I, II et III. La Côte d'Ivoire a participé à l'opération Koudalgou II avec le Burkina Faso et le Ghana mobilisant au total près de 850 hommes au sud et à l'ouest du Burkina Faso¹³⁷. La coopération ivoiro-burkinabé a permis la concrétisation de l'opération Comoé 2020, permettant la destruction d'une base jihadiste à Alidoukou au Burkina Faso près de la frontière ivoirienne¹³⁸. Néanmoins cette opération, qui a été victime d'une fuite de la part des forces ivoiriennes, a mis en évidence « le faible professionnalisme d'une partie des forces de défense et de sécurité¹³⁹ ». Cette opération témoigne des bienfaits de cette coopération militaire bilatérale mais aussi de la fragilité de celle-ci à l'avenir, en l'absence de volonté politique claire jusqu'ici¹⁴⁰.

130. Entretien (téléphone, notes carnet), chercheur sécurité n° 2, Abidjan, mai 2021.

131. Entretien (téléphone, notes carnet), militaire, Abidjan, avril 2021 ; entretien (téléphone, notes carnet), fonctionnaire international sécurité intérieure, Abidjan, avril 2021.

132. Entretien (visio, notes carnet), chercheur sécurité n° 1, Abidjan, avril 2021.

133. Entretien (téléphone, notes carnet), responsable droits humains n° 2, région du Tchologo, mai 2021.

134. *Ibid.*

135. W. Assanvo, « [Terrorism in Côte d'Ivoire is no longer just an external threat](#) », *op. cit.*

136. A. Tisseron, *La Coopération sécuritaire et judiciaire en Afrique de l'Ouest face au défi de la lutte contre les groupes armés jihadistes*, *op. cit.*

137. *Ibid.*, p. 33.

138. *Ibid.*, p. 46.

139. *Ibid.*, p. 47.

140. *Ibid.*, p. 54-57.

La coopération au sein de la CEDEAO sur ces questions commence aussi à se concrétiser¹⁴¹. La tournée régionale du nouveau ministre de la Défense ivoirien est peut-être le signe d'une volonté d'approfondir la coopération sur ces questions¹⁴². Il est néanmoins important de signaler qu'une véritable réflexion sur les communautés transfrontalières, sortant d'une logique de coopération sécuritaire entre acteurs étatiques, n'est pas vraiment présente jusqu'ici, alors que celles-ci jouent un rôle clé dans la prévention et le soutien des forces de sécurité. Enfin, les acteurs internationaux apprécient l'Initiative d'Accra mais relèvent une certaine faiblesse jusqu'ici des résultats¹⁴³. Les États-Unis et la France sont de plus en plus actifs dans le soutien aux acteurs ivoiriens sur ces questions. L'illustration la plus visible est la mise en place récente près d'Abidjan d'une initiative franco-ivoirienne, l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme. Elle regroupe une école interministérielle des cadres, un centre d'entraînement des forces spéciales et un institut de recherche stratégique.

CONCLUSION

Derrière la réaffirmation de l'autorité de l'État dans la sortie de conflit ivoirienne, le secteur de la sécurité apparaît ici comme un révélateur d'un champ de pouvoir traversé par des négociations, dans le contexte de jeux d'alliance complexes et d'un pouvoir d'État lui-même pluriel. Cet ensemble de relations patron-client construit des relations d'interdépendances dans le secteur mais fait aussi ressortir ses fragilités, mises en évidence par les mutineries de 2017. La centralisation de plus en plus forte des décisions pour remédier à ces tensions ne peut se substituer à des réformes en profondeur.

Les défis pour réformer l'armée ivoirienne sont nombreux, même si la volonté politique affichée après cette crise de 2017 a permis d'initier des changements positifs. Lors des élections de 2020, malgré la très forte pression sociopolitique des violences électorales, les corps habillés ont montré une certaine retenue qui a été notée par divers spécialistes du secteur mais aussi des droits humains. Globalement, le réinvestissement budgétaire dans les forces de défense et de sécurité en Côte d'Ivoire a permis des avancées. Mais les défis restent nombreux pour la sécurité intérieure, en particulier en ce qui concerne les inégalités d'accès à ce service public mais aussi le comportement des agents, notamment en zone rurale. Dans ces domaines, le changement passera par l'expression d'une volonté politique claire et non par une simple logique d'augmentation budgétaire.

L'importance de renforcer la qualité des relations entre forces et populations est peut-être la question la plus centrale. Dans le contexte de la pression des groupes jihadistes au nord, gagner la confiance des communautés frontalières et montrer une attention particulière à leurs difficultés et besoins sont des enjeux décisifs dans la lutte contre l'extrémisme

141. Entretien (téléphone, notes carnet), spécialiste du secteur de la sécurité, Abidjan, avril 2021 ; entretien (téléphone, notes carnet), représentant diplomatique n° 1, Abidjan, avril 2021.

142. « [Le ministre ivoirien de la Défense plaide pour un axe Abidjan-Bamako-Ouaga contre le terrorisme](#) », RFI, 12 mai 2021.

143. Entretien (téléphone, notes carnet), coopérant international sécurité intérieure, Abidjan, avril 2021.

violent. Ceci nécessite de rompre avec des pratiques qui nuisent à ces relations. Sur le long terme, une réforme du secteur de la sécurité permettant de faire de celle-ci un véritable bien public doit s'inscrire dans une volonté d'ouverture de l'État, promouvant la transparence et le contrôle démocratique de ses forces de défense et de sécurité. Ces changements ne pourront s'ancrer que dans une logique de décentralisation des décisions et d'un desserrement des pratiques autoritaires à l'avenir.

L'auteur remercie Philip Martin et Moussa Fofana pour leurs commentaires et révisions qui ont permis d'améliorer cette Note. Toute erreur est de son fait.

Maxime Ricard est chercheur Afrique de l'Ouest à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM). Titulaire d'un doctorat en science politique (2020) de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), il a été coordonnateur du Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix de la Chaire Raoul-Dandurand à l'UQAM de 2016 à 2021. Avant d'intégrer la recherche académique, il a exercé pendant deux années dans le domaine de la résolution des conflits en Côte d'Ivoire.

Il est spécialiste en paix et sécurité ainsi qu'en études africaines. Ses recherches de thèse ont porté sur les pratiques sécuritaires d'acteurs non étatiques dans le post-conflit en Côte d'Ivoire, en particulier les cas du vigilantisme urbain à Abidjan, des chasseurs dozos à l'ouest et des entreprises de sécurité privée à Abidjan.

Contact : maxime.ricard@irsem.fr